

# INFLATION ACCELEREE, SURACCUMULATION ET POLITIQUE DES REVENUS

**PAUL BOCCARA**

*Nos lecteurs trouveront ici le texte du rapport de la délégation française au colloque de Stockholm des partis communistes des pays d'Europe capitaliste sur le thème « Inflation et politique des revenus ».*

*Ce rapport a été présenté par Paul Boccard, membre du Comité Central du Parti communiste français.*

## **REALITES NOUVELLES DE L'INFLATION ACCELEREE ET EXPLICATION PAR LES REVENUS OU PAR LES CONDITIONS DE PRODUCTION**

### **Phénomène de l'inflation accélérée**

C'est à partir de 1967 environ, qu'on assiste dans tout le monde capitaliste à une accélération de l'inflation. En quelques années, on va passer d'un taux de hausse de prix de détail d'environ 3 % en Europe capitaliste (d'environ 1,5 % aux Etats-Unis) à des taux d'environ 6 % vers 1969 aux Etats-Unis et 1971 en Europe capitaliste.

Taux approximatif d'inflation (prix implicite officiel du P.N.B.)

	1959-1972	1967-1972
France .....	4,4	5,7
Allemagne .....	3,4	5,5
Grande-Bretagne .....	4,0	6,7
Etats-Unis .....	2,8	4,6

(D'après A. Cotta : « Inflation et croissance en France », p. 13.)

Après une faible décélération à partir de 1971 aux Etats-Unis et du milieu de 1971 en Europe capitaliste, en liaison avec la dépression américaine et internationale de 1970-1971, la hausse repart de plus bel dans le courant de 1972 (à partir de l'été en Europe). Alors que la reprise de la croissance soutenue de la production, a eu lieu seulement fin 1971 dans le monde capitaliste, dès fin 1972 et début 1973, l'inflation redouble avec des taux mensuels d'un ordre annuel d'environ 10 %. L'inflation fait rage tout au long de 1973 et encore plus au cours de 1974. On aurait atteint 12,6 % de hausse officielle de mai 1973 à mai 1974, en moyenne, pour les principaux pays capitalistes, membres de l'O.C.D.E. Au cours de 1975 jusqu'au début de 1976, en liaison avec la longue dépression de la mi-1974 à la fin 1975, on assiste à de nouvelles décélérations, mais en restant à un niveau nettement plus élevé qu'auparavant, avec 9,3 % de hausse en 1975 pour les pays de l'O.C.D.E.

Pendant les 12 mois de 1975, on aurait atteint officiellement :

Royaume-Uni .....	24,9 %	Japon .....	7,6 %
Italie .....	11,2 %	Etats-Unis .....	7,0 %
France .....	9,6 %	Allemagne Fédérale .....	5,4 %
Pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. ....	9,3 %		
Pour l'O.C.D.E. - Europe .....	12,3 %		

(Indices des prix à la consommation, **Principaux Indicateurs économiques**, O.C.D.E., février 1976).

Avec les premiers moments de reprise (fin 1975 début 1976), les taux d'inflation tendent à se relever de nouveau. Ainsi, en France, alors que l'inflation à 2 chiffres (10 %) provoquait des appréciations catastrophiques même dans les milieux dirigeants, après avoir connu le taux officiel de 14,5 % en 1974, on crie victoire quand (grâce à un coup de pouce de dernière heure) on arrive tout juste à passer à 9,6 % en 1975. En fait, selon l'indice de la C.G.T., beaucoup plus près de la réalité, on atteint 14,2 % de décembre 1974 à décembre 1975. La hausse des prix s'accélère de nouveau en France, passant selon les indices officiels de 0,3 % par mois, entre juin et novembre 1975, à 0,6 % par mois, entre novembre 1975 et mars 1976. D'après l'indice de la C.G.T., on avait en décembre 0,9, en janvier 1,1 et en février 1,2 % de hausse. Officiellement, on aurait 1,1 % en janvier, 0,7 % en février et 1 % en mars (résultat provisoire).

La tendance très nette à l'accélération de l'inflation dans tous les pays (accélération très marquée de 1967 à 1976, en dépit des rémissions et des paliers) exprime, de façon évidente, au niveau des phénomènes économiques, avec la tendance elle aussi très sensible à l'amplification du chômage, les débuts de la crise nouvelle de structure du capitalisme, de la nouvelle étape de la crise générale du capitalisme : la crise du capitalisme monopoliste d'Etat lui-même.

Les débuts de la crise du C.M.E. se sont marqués aussi, comme on le sait bien, par un élargissement et un aiguisement considérables des luttes sociales, politiques, idéologiques. Et la question de l'inflation accélérée est, avec quelques autres, au cœur de ces luttes.

### **Les luttes sociales et l'analyse théorique marxiste**

C'est ainsi qu'avec l'agression nouvelle contre le pouvoir d'achat et les conditions de vie des travailleurs, les luttes ont tendu à se développer, mettant en cause les politiques d'intégration sociale. L'idéologie dominante a toujours prétendu que l'excès des salaires était la cause fondamentale de la hausse des prix. Elle s'efforce aujourd'hui de maintenir cette explication pour s'opposer aux revendications populaires, malgré les démentis nouveaux des faits et tout en la complétant par d'autres éléments de justification des hausses, masquant toujours la responsabilité des groupes capitalistes dominants et de l'Etat qui les soutient.

Cependant, avec l'éclatement de la crise du C.M.E., les réalités têtues s'opposent de plus en plus à ces mystifications.

C'est d'une part, l'expérience pratique d'un niveau très élevé d'inflation qui persiste, alors même que les conditions de vie des masses du fait de l'inflation, du chômage nouveaux et des politiques d'austérité, sont évidemment mises en causes. C'est d'autre part, les résultats des statistiques officielles elles-mêmes, tout particulièrement en France, qui révèlent désormais que le gâchis très grave de l'accumulation du capital et les exigences intolérables de sa rentabilisation dans ces conditions nouvelles sont à la racine de la crise actuelle du système.

L'analyse théorique marxiste de la suraccumulation relativement durable du capital comme fondement de la crise de structure est pleinement confirmée. Et elle peut, en outre, connaître de nouveaux développements concrets en s'appuyant sur ces analyses statistiques.

Cette analyse permet ainsi de juger scientifiquement des tentatives d'issue à la crise. Sa portée est donc considérable, alors qu'elle est encore très largement ignorée, malgré la mode nouvelle des analyses sur la baisse des taux de profit. Elle permet pourtant de répondre à la question : sortirons-nous des difficultés graves et durables que nous connaissons depuis 1967-1969 et encore plus sensiblement depuis 1973-1975, simplement par une meilleure répartition des revenus et un autre consensus social pour l'obtenir, ou bien par le début d'un autre type de progression de la production, lui-même lié à des transformations de structure antimonopoliste profondes ?

Afin de répondre de façon plus rigoureuse à cette question, il convient d'examiner le problème de l'inflation accélérée et des politiques nouvelles de revenus, en considérant successivement, et à partir du cas de la France :

— la base économique fondamentale de l'inflation accélérée, dans la suraccumulation durable du capital monopoliste ;

— puis les conditions structurelles et les modalités concrètes nouvelles de cette inflation accélérée, dans l'intervention nouvelle des Etats monopolistes et dans leurs politiques.

### **BASE DE L'INFLATION ACCELEREE : REVENUS OU SURACCUMULATION (1)**

1. De la critique idéologique à l'explication théorique.

Afin de préciser la base économique fondamentale de l'inflation accélérée nouvelle, il convient de considérer le gâchis devenu intolérable de l'accumulation des capitaux dans la production capitaliste. Ce gâchis est devenu tel qu'il suscite désormais l'inflation accélérée pour maintenir à tout prix la rentabilité des capitaux dominés par les monopoles.

Mais en liaison intime avec cet excès formidable des capitaux investis, cumulé depuis des années et provoqué par lui, on doit aussi considérer la question de l'excès d'exploitation des travailleurs, la surexploitation, qui constitue la seconde face de la suraccumulation durable des capitaux qui a éclaté depuis quelques années dans nos pays.

L'analyse théorique marxiste nouvelle de la suraccumulation durable du capital comme base de la crise du C.M.E. que nous avançons depuis quelques années trouve aussi, aujourd'hui, matière à confirmation et à précision dans d'importantes études statistiques nouvelles suscitées en France par la crise, tandis qu'au contraire, l'idéologie dominante éprouve de graves difficultés à colmater les brèches.

Nous considérons pour la commodité de l'exposé, dans cette première partie, la critique générale des positions idéologiques dominantes ainsi que l'explication théorique d'ensemble par la suraccumulation, réservant à une seconde partie, les références statistiques permettant de préciser la critique idéologique et l'explication théorique marxistes.

#### **Critique de la position idéologique dominante, mettant en avant la hausse de salaires et cachant les gâchis des profits et de l'accumulation**

Traditionnellement, l'idéologie dominante insiste sur la prétendue hausse excessive des salaires, pour expliquer les poussées inflationnistes. Que cette hausse des salaires renvoie à l'excès des coûts de production ou à l'excès de la demande des produits

de consommation, on retrouve ici le prétendu cycle infernal des salaires et des prix. On peut, certes, lui opposer un cycle infernal des profits et des prix, en notant les exigences excessives de profit dans la formation des prix et le gaspillage de ce profit dans les demandes parasitaires des capitalistes.

Cependant, ce faisant, on reste essentiellement au niveau de la répartition du revenu, au niveau de la surface de l'économie. On ne répond pas aux arguments idéologiques apparemment les plus convaincants du capital. On néglige les conditions du processus inflationniste les plus fondamentales, bien que cachées et que la critique scientifique marxiste se doit de dévoiler. Ces éléments se situent au niveau de la production elle-même. On se prive aussi de la compréhension en profondeur du changement très important de la crise récente du C.M.E. lui-même et de l'accélération de l'inflation. On se prive donc de l'analyse scientifique des conditions de l'issue véritable.

Les profits sont justifiés dans l'idéologie dominante par les nécessités de l'investissement, celui-ci étant à son tour justifié par les nécessités de la croissance. Les investissements étant censés, d'une part, faire progresser la productivité, ils diminueraient les coûts au lieu de peser sur eux et donc sur les prix. Permettant de faire progresser, d'autre part, le volume de la production, ils accroîtraient l'offre de produits et donc s'opposeraient aux pressions excessives de la demande. Ainsi, les salariés, avec leurs prétentions excessives, en voulant consommer plus que le produit disponible pour la consommation, déclencheraient l'inflation qui révélerait la vanité de leurs efforts, entraînant la réduction ultérieure de leur pouvoir d'achat réel. Ils s'opposeraient finalement, dans la mesure où ils obtiennent des satisfactions immédiates, à la possibilité de progression ultérieure de leur pouvoir d'achat en freinant la croissance. Au contraire, en acceptant de se limiter au bénéfice de l'investissement, ils obtiennent la sécurité de progression de leurs ressources effectives, préparant avec l'augmentation du gâteau produit, l'augmentation ultérieure de leur part.

En fait, ce qui est oublié, c'est que le capital accumulé en moyens de production, à partir de l'investissement annuel (utilisant le profit immédiat de l'entreprise et toutes les aides du crédit et du financement public), n'est pas du tout dans un rapport intangible et fatal avec la production résultant de sa mise en œuvre par les travailleurs. Sans compter la portion de capital accumulée en moyens financiers et en dehors de la production.

Le capital accumulé total, c'est la partie cachée de l'iceberg, partie de très loin la plus importante. L'investissement annuel, lui-même lié à la distribution des revenus, est compris dans la partie superficielle. Et c'est sur cette partie cachée de l'iceberg, que se brisent toutes les prétendues politiques anti-inflationnistes

et toutes les conceptions de l'inflation situées dans l'idéologie dominante, limitée aux questions de la répartition des revenus.

Dans les conditions normales du capitalisme, y compris le capitalisme monopoliste d'Etat dans la longue phase d'essor qui suit la deuxième guerre mondiale, les rapports sociaux d'exploitation des travailleurs et d'accumulation du profit en capital (privé) entraînent la tendance à rechercher la croissance de la productivité par le développement prédominant des dépenses pour les moyens de production. Cela se traduit par la tendance à l'élévation de la composition organique des capitaux (du rapport du capital constant, représentant la valeur de moyens de production, au capital variable comme indice du travail vivant). Ainsi, en face d'un même capital accumulé, tend à diminuer la quantité de valeur ajoutée créée par les travailleurs productifs.

Aussi, on va assister de nouveau (après l'interruption des « rationalisations de crise » de l'entre-deux guerres), à la tendance à l'élévation de la composition organique de capitaux, et à la détérioration du rapport dit « capital/produit » mesurable dans les statistiques officielles, exprimant le gâchis de l'accumulation.

Dans ces conditions, il ne s'agit pas des impératifs dit purement techniques d'une croissance neutre du gâteau, permettant la distribution de parts toujours plus élevées pour tous. Au contraire, la question se pose des gâchis grandissants dans la production du gâteau. Ces gâchis sont liés à l'effort pour réduire le plus possible la part des travailleurs et pour augmenter les prélèvements des profits et des amortissements, des crédits et des financements publics au bénéfice de l'accumulation monopoliste et de sa rentabilité (1).

Ainsi, la cause la plus fondamentale de l'inflation accélérée récente réside dans les efforts pour maintenir et relever l'accumulation et le taux de profit des gros capitaux, en augmentant l'accumulation et les profits par la hausse des prix, malgré la réduction à l'échelle sociale du produit en valeur correspondant à un même capital accumulé et les limites de la croissance de la plus-value.

**Quels sont les changements cruciaux,  
exprimés par la tendance nouvelle  
à l'accélération de l'inflation ?**

Du point de vue de la mise en valeur ou de la rentabilité du capital, on est passé graduellement, et surtout à l'issue de la croissance des années 1960, à une situation nouvelle.

Cette situation se caractérise par deux traits :

— des exigences considérablement accrues d'augmentation de la masse de la plus-value pour rémunérer les capitaux colossaux accumulés ;

1. L'accélération de l'accumulation du capital en moyens de production, au début des années 1960, vise à lutter contre les effets sur les profits de diverses tensions, notamment celles se manifestant sur le marché du travail.

— des difficultés nouvelles de croissance de la masse de la plus-value, entrant en contradiction avec ces exigences accrues.

En effet, la composition organique du capital aurait graduellement augmenté pour atteindre un niveau extrêmement élevé. La quantité de travail vivant est tellement diminuée relativement au travail mort, cristallisé dans les moyens de production du capital constant, et donc par rapport à tout le capital à rémunérer, qu'il faudrait considérablement augmenter la masse de la plus-value, tirée d'une même quantité de travail vivant, pour relever le taux de profit. A la limite, si la composition organique du capital ne cesse de s'élever, aucune augmentation du taux de plus-value ne permet de relever le taux de profit. Mais bien avant d'arriver à cette limite théorique, on assiste à des difficultés d'augmentation de la masse de la plus-value tirée d'une même quantité de travail vivant.

D'une part, en raison même du niveau atteint par le taux de plus-value graduellement relevé, un même taux de croissance de la productivité du travail total (vivant + passé) entraîne une moindre croissance de la masse de la plus-value à partir d'une même quantité de travail vivant. Ainsi, 5 % de croissance de la productivité du travail font décroître de 5 % la quantité de travail nécessaire pour produire un même salaire réel. Mais ils ne font croître de 5 % la masse de la plus-value que si la valeur des salaires et la plus-value sont égaux. Plus le taux de plus-value est élevé (et, a fortiori, plus la plus-value dépasse le salaire en valeur) et plus un pourcentage de décroissance de la valeur du même salaire réel, entraînera un pourcentage plus faible de croissance de la masse de la plus-value.

D'autre part, la croissance de la productivité du travail total elle-même commencerait à être freinée par le poids du capital constant (du travail mort accumulé aux moyens de production) consommé dans la dépense totale de travail (mort + vivant) pour un même produit.

Enfin, il faut aussi considérer les limites physiques de la progression de l'intensification du travail, leurs effets sur la nécessaire réduction du temps de travail, ainsi que les luttes nouvelles des travailleurs contre leur surexploitation, pour leurs besoins.

Dans ces conditions, on n'arrive plus à relever de façon durable le taux de profit pour le capital à l'échelle sociale totale. De grandes parties du capital social total tendent à demeurer plus longtemps, plus souvent et presque en permanence en excédent, par rapport aux limites de la plus-value, qu'il s'agisse de capital productif, moyens de production ou force de travail salarié, de capital-marchandise en stock ou de capital-argent liquide qui ne s'investit pas. En conséquence, la valorisation de l'énorme capital (y compris le capital liquide à l'affût de la spéculation) tend à s'effectuer de plus en plus par la hausse des prix. D'où

l'accélération de cette hausse. Et d'où aussi, les tendances nouvelles à l'amplification de la surproduction et du chômage. La réduction de l'investissement qu'elles provoquent déprime encore la demande, l'emploi, la production de valeur et de plus-value, bien plus qu'elle ne peut réduire l'immense capital accumulé sous diverses formes. Ainsi, celui-ci a continué à croître en 1975, malgré la réduction sensible de l'investissement, en France.

## **BASE DE L'INFLATION ACCELEREE : EXCES D'ACCUMULATION ET EXCES D'EXPLOITATION (1)**

### **Les impasses de la prétendue explication « surconsommationniste » par l'excès des salaires**

● **Devant les phénomènes nouveaux de l'inflation accélérée, les économistes non-marxistes s'ils tendent à tout prix de maintenir l'explication par l'excès de l'augmentation des salaires, rencontrent des difficultés nouvelles considérables à maintenir cette explication. Celle-ci est de plus en plus démentie par les faits et notamment par les difficultés nouvelles des salariés qui caractérisent la nouvelle phase de tendance à l'inflation accélérée. Il s'agit tout particulièrement des phénomènes dit de « stagflation » (apparus dès 1967-1971 et qui ont pris une ampleur considérable en 1974-1975), qui se rebellent contre les conceptions dominantes.**

Les recherches statistiques et économétriques françaises récentes révèlent ces graves difficultés. Ainsi, on peut citer une étude du professeur Alain Cotta et de son équipe, publiée à Paris en 1974, « *Inflation et croissance en France depuis 1962* », étude allant jusqu'en 1972, qui comprend quelques chapitres comparatifs avec la République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Tenant une étude de corrélations statistiques à propos de la France, l'étude choisit quatre ensembles de variables supposées explicatives de l'inflation : variables monétaires, variables des finances publiques, variables des revenus (uniquement salariaux), variables de croissance (la production et les échanges, ne distinguant pas les investissements ni surtout le capital accumulé).

Toutes les corrélations seraient faibles, entre ces variables et l'inflation, même si celles concernant les variables de croissance le seraient un peu moins.

Le professeur Cotta n'en tire pas du tout la conclusion qu'il a négligé certaines variables, comme le capital accumulé et le

1. Les références statistiques de la critique idéologique et de l'explication théorique marxiste.

profit et surtout certaines **relations** entre variables, comme celles explicatives du taux de profit, de la mise en valeur des capitaux, comme la relation statistique apparente « capital/produit », pour ne pas parler des concepts marxistes de composition organique des capitaux et de taux de plus-value.

Malgré les mauvaises corrélations de ses diverses variables concernant le salaire, il va s'efforcer au contraire de maintenir le point de vue mettant en cause essentiellement les revendications salariales.

● **Cependant, il doit reconnaître, même dans le cadre de pensée de l'idéologie dominante, quelque chose qu'il était devenu de plus en plus difficile et même dangereux de nier, à savoir : l'élévation progressive de la part de l'investissement dans le produit, ainsi que le lien de l'accélération récente de l'inflation avec le niveau atteint par cette part de l'investissement par rapport à celle de la consommation.**

Il ne s'agit pas de l'ensemble du capital accumulé et de son rapport détérioré avec le produit annuel, mais simplement du taux de l'investissement, de sa part dans le produit annuel.

Il s'efforce, ce faisant, de maintenir l'apologie du profit pour l'accumulation monopoliste et la mise en cause des revendications des salariés. Il déclare : la croissance considérable de la production de 1949 à 1973 (dont il souligne l'accélération de 1968 à 1973, au lieu de voir le ralentissement de 1967 à 1974, accentué en 1975) a été due à l'élévation du taux d'investissement au moins jusqu'en 1969. La croissance du salaire réel est beaucoup moindre que celle de l'investissement jusqu'en 1968. Mais après 1968, les travailleurs n'accepteraient plus la moindre croissance de leur salaire réel, ils voudraient le faire croître comme le produit. D'où l'accélération de l'inflation, nécessaire en raison de ces revendications ouvrières excessives et de l'impératif du maintien du taux d'épargne et donc d'investissement élevé atteint, afin de maintenir et de renforcer la croissance.

Ainsi, l'inflation accélérée permettrait de maintenir et même d'augmenter la croissance, dans l'intérêt de tous, en devant s'opposer à l'impatience des salariés de jouir des fruits de la croissance, au détriment du taux d'épargne nécessaire à la croissance elle-même.

L'accélération récente de l'inflation, qui date en fait de 1967, serait donc due à la résistance victorieuse des travailleurs dans les années qui ont suivi 1968. Afin de maintenir la part élevée de l'investissement dans le produit, il aurait fallu accélérer l'inflation, tandis que les salariés seraient arrivés à stopper désormais la diminution de leur part relative.

● **En fait, les données reproduites par l'étude elle-même, s'opposent à cette conclusion. Et les données ultérieures concernant les années 1973 à 1975 renforcent encore cette opposition. Trois faits peuvent être soulignés :**

— L'étude en question allègue la constatation du même taux de croissance pour le salaire réel et pour le produit après 1968 et jusqu'en 1972. Mais ses données concernent le salaire réel **horaire**. En tenant compte de la diminution graduelle des horaires normaux depuis 1967 en raison des difficultés résultant de l'intensification du travail, il y aurait moindre croissance des salaires, sans compter le rôle du chômage partiel et total si important ces dernières années.

— L'étude reconnaît explicitement que la croissance des salaires par tête a été moindre dans les années 60 que celle des revenus des entrepreneurs. Mais ses propres données révèlent que cette moindre croissance s'est maintenue après 1968 et renforcée même en 1971. Et cela (puisque l'étude s'arrête en 1972) sans compter l'agression récente sans précédent dans l'après-guerre contre le pouvoir d'achat des salariés en 1974 et 1975, sous l'effet du redoublement de l'inflation et du chômage (1). Avec la dépression de 1974-1975 se révèle d'ailleurs le gâchis capitaliste des capacités de production.

— Les chiffres cités dans l'étude montrent que la part de la consommation privée et publique continue à décliner de 1968 à 1972, tandis que la part de l'investissement des entreprises continue à progresser. D'ailleurs, l'investissement qui est ici visé concerne aussi bien le logement que les investissements collectifs sociaux. Alors que c'est l'excès de l'accumulation des entreprises qui est à l'origine des difficultés et essentiellement celles des plus grosses.

En outre, le problème n'est pas simplement celui de la part de l'investissement dans le « flux » de produit annuel. L'accumulation de capital, de plus en plus importante après la deuxième guerre mondiale et notamment dans les années 1960, a conduit à une situation nouvelle en terme de « stock » pour employer cette terminologie courante. C'est cette situation durable d'excès d'accumulation qui a provoqué l'accélération de l'inflation, puis l'amplification du chômage. Et la stagnation de la croissance de l'investissement en 1975 en raison de la surproduction n'a pas pu diminuer le stock de capital accumulé tout en diminuant beaucoup, du fait du chômage, la production de valeur ajoutée.

1. Selon des études du Ministère du Travail, faisant intervenir salaire horaire, durée du travail, allocations familiales et impôt sur le revenu et en tenant compte de l'indice C.G.I. des prix, on assiste à un recul sensible du pouvoir d'achat ouvrier d'octobre 1974 à octobre 1975 (de 10 à 3,1 %) (« Economie et Politique », avril 1976).

## **La réalité de l'excès de l'accumulation des capitaux et de l'excès de l'exploitation des travailleurs, comme base fondamentale de l'inflation accélérée**

● **En réalité, l'accélération de l'inflation traduit des difficultés nouvelles du taux de profit et les efforts des monopoleurs pour le relever à tout prix, c'est le cas de le dire.**

Il y a excès d'accumulation, en raison du gaspillage des capitaux et de leurs exigences croissantes de hauts profits et excès d'exploitation des travailleurs comme source de profits possibles. Ces excès, tout en perturbant tout le système, entraînent aussi son freinage nouveau du progrès de la productivité et de la production.

Ces conclusions peuvent être confirmées à l'aide de plusieurs travaux statistiques récents en France. Il s'agit notamment d'importantes études nouvelles de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, concernant l'évolution de la France après la deuxième guerre mondiale et tout particulièrement de la « *Fresque historique du système productif* » publiée en octobre 1974.

Malgré leurs déformations et leurs limites importantes, tenant aux difficultés des mesures et surtout à la pression de l'idéologie dominante persistante en dépit d'une certaine influence de nos propres recherches, ces travaux permettent de confirmer et de préciser notre explication théorique marxiste des fondements de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat et notamment de l'inflation accélérée nouvelle. Il semble d'ailleurs que des réalités analogues soient observables dans l'ensemble des pays capitalistes, comme le montrent notamment des études concernant les Etats-Unis ou la République Fédérale d'Allemagne.

Il convient d'examiner, de façon extrêmement rapide, deux ensembles de questions : celle tenant à la composition organique des capitaux (et au rapport dit « capital/produit ») celle tenant à la plus-value (et au partage dit de la valeur ajoutée).

La « *Fresque historique du système productif* » de l'I.N.S.E.E. de 1974 et d'autres travaux qui l'entourent analysent des données concernant les conditions de formation du taux de profit (1).

1. Nous reviendrons de façon plus précise sur l'analyse critique de ces travaux dans une étude à paraître ultérieurement.

● **En ce qui concerne le rapport « capital/produit » et la composition organique des capitaux, il s'agit principalement de l'évolution du rapport du capital fixe investi (K) au produit conçu comme la valeur ajoutée brute (Q), mesurés en prix constants.** Le rapport statistique K/Q a une certaine relation avec le rapport de la composition organique du capital (C/V comme indice de  $V + P$ ) qui est à la base de l'analyse marxiste de la profitabilité du capital et de la suraccumulation.

A partir de ces travaux, quatre remarques peuvent être faites :

— Les travaux de l'I.N.S.E.E. portant sur 1949-1972 établissent un très net changement de tendance à partir de 1964 : le rapport Q/K baisse ou le rapport K/Q s'élève très nettement et durablement à partir de 1964.

— Etant donné notamment la non prise en considération du capital constant circulant (ou des consommations intermédiaires), dont la détérioration de « l'efficacité » est plus forte, il semble bien que cela reflète en fait, non une simple élévation mais une accélération et une plus grande continuité de l'élévation de la composition organique des capitaux.

— La « Fresque » de l'I.N.S.E.E. note l'opposition entre le mouvement global et celui du secteur dit des équipements, pouvant justifier ainsi un certain « redéploiement » en leur faveur. Il semble bien qu'il s'agisse d'une illusion. En fait, les chiffres montrent la même tendance pour les équipements pour les deux dernières années étudiées. L'étude néglige le rôle du capital constant circulant, dont d'autres travaux des mêmes auteurs ont précisément reconnu que la durée de rotation particulièrement élevée dans le secteur dit des équipements change complètement le rapport capital total avancé/produit (1). Et le stockage spéculatif de 1974 a encore augmenté ce poids, tout en augmentant aussi le caractère inflationniste des efforts de rentabilisation. Elle néglige aussi le rôle croissant du « leasing », qui camoufle une partie du capital avancé dans les entreprises financières incluses dans le secteur des services.

— Aux Etats-Unis, en R.F.A. comme dans d'autres pays capitalistes on pourrait, semble-t-il, constater des phénomènes analogues. Ainsi, pour les Etats-Unis, on peut citer l'évolution des données concernant le rapport du stock de capital à la production à prix constant, dans le secteur privé non agricole de 1947 à 1974. La tendance à l'élévation du rapport (passant de 52 % à 68 %), au travers de fluctuations, est sensible dans toute la phase étudiée, et une durabilité nouvelle de l'élévation se manifeste à partir de 1966 (2). Selon une étude de la société SEDEIS d'avril 1975 sur le rapport de la croissance du P.N.B. à l'investissement, la détérioration de l'efficacité de l'investissement serait générale dans les grands pays capitalistes. Elle serait particulièrement nette en R.F.A. mais en partant de beaucoup plus haut qu'en France (3).

● **En ce qui concerne le « partage de la valeur ajoutée » et la plus-value, les travaux français en question insistent sur le fait que la rentabilité économique n'a pas connu la même détérioration que l'efficacité technique.** Seraient, en effet, intervenus entre autre, l'élévation de la part du capital dans le partage de la valeur ajoutée de 1964 à 1968, y compris le recours accru

1. Journée d'étude des Centrales de Bilans du 15 mai 1975, « la rentabilité des entreprises » (S.E.F., Paris).

2. D'après « Statistiques et Etudes financières », 1975, n° 20.

3. Cf. « Chronique d'actualité », 15 avril 1975.

au travail des femmes, des jeunes, des immigrés, l'effet de levier du crédit et les hausses différentielles des prix, sans parler des transferts à partir du secteur public.

A ce sujet, on peut faire quatre remarques :

— Les études de l'I.N.S.E.E. montrent la responsabilité fondamentale de la détérioration de l'efficacité du capital fixe (et circulant), renvoyant à l'élévation de la composition organique du capital (visant elle-même à résoudre au profit du capital, les tensions pesant sur le profit au niveau des rendements et des salaires). A partir d'elles on peut montrer comment est rendu nécessaire la recherche de l'élévation de la « part du capital » dans la valeur ajoutée et l'utilisation de l'inflation des prix et du crédit.

— Ces études minimisent l'élévation du taux de plus-value et sa poursuite après 1968 pour deux raisons : a) la salarisation croissante des petits entrepreneurs individuels n'augmente pas en fait les salaires, mais transfère des salaires comptabilisés en profit aux salaires évidents ; b) la croissance relative du travail salarié non productif. D'une façon générale, **la croissance relative du travail non productif, du capital de frais et des faux frais sociaux joue un rôle d'une importance sans précédent** dans les conditions de la suraccumulation relativement durable et de l'inflation accélérée récente, dans le cadre du C.M.E. en crise.

— Ces études semblent révéler cependant un freinage de la croissance de la plus-value, tirée d'un même travail vivant, en raison notamment : des limites de l'intensification et de la durée du travail ; du freinage du progrès de la productivité totale du travail (travail vivant plus travail mort cristallisé dans les moyens de production) et de son effet réduit par la hauteur du taux d'exploitation sur la croissance de la plus-value ; des luttes nouvelles des travailleurs contre leur surexploitation, freinant l'attaque visant désormais à empêcher de croître leur salaire réel lui-même et même à le faire régresser (et non seulement à augmenter le taux d'exploitation).

— L'attaque renforcée par l'inflation contre les conditions de vie de la classe ouvrière touche également les autres salariés, l'épargne populaire qui est spoliée (perte d'environ 50 milliards de francs, autant que tout l'impôt sur le revenu, en 1975) et aussi les Petites et Moyennes Entreprises au profit des grands groupes capitalistes (1). Elle renforce aussi le pillage du pouvoir d'achat par la fiscalité (élevant notamment les impôts indirects comme la T.V.A. avec les prix). C'est enfin par l'intermédiaire de l'inflation accélérée que la suraccumulation relativement durable des capitaux, en aggravant considérablement la tendance à la surproduction, entraîne l'amplification nouvelle du chômage.

1. Les 500 plus grandes sociétés françaises, dominées par quelques dizaines de groupes, connaissent une croissance nominale du profit brut de 34,3 % de 1973 à 1974 (34,7 % par salarié), après 36,6 % de 1972 à 1973. Les résultats moins bons de 1975 sont considérablement « aggravés » par les dissimulations comptables. (Cf. « Economie et Politique », avril 1976).

## **INTERVENTION DES ETATS CONDITIONNANT L'INFLATION ET POLITIQUES CONCERNANT LES REVENUS**

Nous nous bornons, dans cette dernière partie, à quelques indications très schématiques sur les conditions et les modalités concrètes de l'inflation accélérée et de la politique dite des revenus dans la crise du C.M.E., dont nous avons considéré jusqu'ici la base fondamentale.

### **Intervention des Etats et inflation accélérée dans la crise du C.M.E.**

#### **● Financement de type public de l'accumulation.**

Le financement public ou para-public de l'accumulation capitaliste et plus particulièrement monopoliste, dans le cadre du C.M.E. est une condition décisive de l'inflation accélérée récente. Certes, pendant une certaine phase, ce financement a contribué au relèvement du taux de profit. Ainsi, il a contribué à freiner l'élévation de la composition organique du capital en valeur, par les conditions d'accumulation et de productivité du secteur nationalisé produisant surtout des moyens de production. Il est intervenu sur les conditions en prix des taux de profit privés, par les transferts des tarifs et les commandes du secteur public. Ce financement public est intervenu aussi sur les conditions générales de progrès de la productivité du travail et donc de son utilisation pour accroître la plus-value (éducation, recherche, santé, sécurité sociale) et freiner l'élévation de la composition organique des capitaux.

Mais, favorisant les profits et l'accumulation monopolistes, ce financement n'a pu empêcher l'élévation de la composition organique des capitaux et le retour à la longue de la suraccumulation relativement durable, base de la crise du C.M.E.

Bien plus, dans les conditions nouvelles des difficultés durables de la base du taux de profit à l'échelle sociale, l'intervention publique va tendre désormais à renforcer les fondements de la crise et à aggraver considérablement celle-ci.

Au niveau de la production, il s'agit notamment du freinage de l'aide à l'accumulation du secteur public. Cela contribue par l'insuffisance de la progression du secteur public et surtout par les hausses de tarifs (sous prétexte de « vérité des prix ») aux difficultés de l'inflation accélérée (y compris par l'élévation du rapport capital/produit en prix) qu'on s'efforce de faire retomber sur les travailleurs et les petites et moyennes entreprises. Il s'agit, au contraire, du financement de plus en plus direct de l'accumulation monopoliste qui encourage et maintient envers et contre tout le gâchis de l'accumulation. Ce financement par les cadeaux et les commandes publiques favo-

1. On connaît le rôle des cadeaux aux trusts dans le déficit des finances publiques en 1975, aux États-Unis, en R.F.A., et en France notamment, tandis que la relance inflationniste et précaire maintient des taux élevés de chômage.

rise le gâchis de la grande masse du capital suraccumulé, le capital monopoliste, et donc renforce les racines de la crise de structure, n'obtenant qu'une relance inflationniste et précaire préparant des difficultés accrues (1).

Au niveau de la consommation, il s'agit du freinage de la croissance des dépenses sociales de développement des capacités humaines (de santé, sécurité, éducation, recherche) dont l'ampleur grandissante pesant sur le profit, renforce désormais la suraccumulation relativement durable, mais dont la limitation nouvelle ralentit le progrès de la productivité du travail. Il s'agit de la progression des dépenses militaires dont les prélèvements (malgré les retombées technologiques) ont contribué au surgissement de la suraccumulation durable et qui, après un certain freinage, semble repartir de plus belle (comme on le voit notamment dans le budget français de 1976).

### ● **Système monétaire et de crédit en crise.**

Evidemment, les modalités relativement nouvelles du système monétaire et de crédit conditionnent l'inflation accélérée, comme, en retour, leur crise par l'intermédiaire de l'inflation accélérée contribue à aggraver celle-ci.

Nous ne pouvons préciser, dans les limites de cet exposé, comment les conditions du système monétaire à l'intérieur de chaque pays capitaliste (cours forcé, banque d'émission publique ou para-publique, etc.) et sur le plan du monde capitaliste (étalon dollar et or, parités fixes révisables, etc) ont contribué à la souplesse du système dans une première longue phase, puis avec la crise du système monétaire aux désordres, aux profits spéculatifs et aux antagonismes interimpérialistes de l'inflation accélérée. Les transferts des effets inflationnistes des suraccumulations d'un pays à l'autre sont aggravés par les mouvements des taux de changes et des capitaux. L'expansion formidable du papier-dollar nourrit de plus en plus l'inflation du monde capitaliste au bénéfice des États-Unis et aussi du partenaire privilégié ouest-allemand.

Au début de 1976, les difficultés de la lire, de la peseta, de la livre sterling et du franc ont manifesté les rapports de forces économiques différents, exprimés aussi par les différences des taux d'inflation. Les dévaluations officielles ou de fait exercent aujourd'hui des « effets pervers » (par la hausse des prix des produits importés et par la facilité des prises de contrôle extérieurs) qui rapprochent certains phénomènes des pays capitalistes développés de phénomènes caractérisant jadis uniquement les pays sous-développés dominés par l'impérialisme. La lutte contre la domination économique (monétaire et technologique) des États-Unis et de la R.F.A. et de leurs sociétés multinationales en Europe fait de plus en plus partie de la lutte

contre l'inflation accélérée et contre la crise du C.M.E. Cette lutte répond aux intérêts de tous les peuples, comme celui de R.F.A. où la dialectique de cette domination de crise se traduit par la diminution des débouchés, le chômage, les difficultés des revenus réels.

### • Quelques conditions et implications internationales.

Alors qu'au début des années 1960, les apologistes du système capitaliste invoquent l'ouverture des frontières, tout particulièrement dans le cadre du Marché commun européen, comme facteur favorable au freinage des hausses de prix, désormais on fait le plus grand cas des hausses suscitées par les facteurs extérieurs pour rejeter sur eux la responsabilité de l'inflation accélérée.

On a beaucoup évoqué, au début de 1974, les hausses de matières premières, de produits alimentaires — et notamment du pétrole. Mais la baisse considérable des prix de plusieurs de ces produits à la fin de 1974 et leur stagnation d'ensemble en 1975 (1), tandis que l'inflation faisait rage à la fin de 1974 et se maintenait à un niveau très élevé en 1975, a rendu plus difficile ce détournement de l'attention des facteurs dits internes de l'inflation.

1. Prix internationaux des matières premières importées en France de novembre 1974 à novembre 1975 : + 0,5 % (source I.N.S.E.E.).

Dès 1974, a été montré par des études statistiques le caractère limité des répercussions des hausses de prix énergétiques en France (2). Mais aussi nous avons montré comment cette hausse était suscitée par l'inflation accélérée et le pillage accéléré qu'elle entraîne, qu'elle était considérablement amplifiée par le profit monopoliste, et enfin que la suraccumulation du capital se manifestait au niveau de la production des matières elles-mêmes.

2. Voir notamment : « Les répercussions mécaniques des prix énergétiques » (« Economie et Statistique », mai 1974).

D'ailleurs, les disparités considérables des taux d'inflation entre les différents pays capitalistes développés (par exemple entre le Royaume-Uni et la R.F.A.) montrent l'importance décisive des conditions internes à chaque pays.

Les différences de situation et les antagonismes entre les pays capitalistes sont aggravés avec l'effet dit pervers des dévaluations, qui augmentent pour des raisons internes les prix des produits importés, renforçant l'inflation et qui facilitent au contraire les prises de contrôle financier extérieures. Les différenciations et les dominations se développent notamment avec le poids grandissant des Etats-Unis et de leurs multinationales en Europe, et, à l'intérieur de l'Europe capitaliste, avec le poids particulier de la R.F.A. et de ses trusts, de ses exportations de biens d'équipement, de ses prêts financiers.

Il convient de souligner que la faiblesse relative des salaires caractérise, en règle générale, les pays à plus forte inflation,

contrairement aux explications dominantes de l'inflation. Ainsi, une étude évaluait pour octobre 1974 le coût salarial horaire dans l'industrie (en francs belges) dans l'ordre décroissant suivant :

Etats-Unis .....	203,6	France .....	131
Belgique .....	199,4	Italie .....	122
R.F.A. ....	192,5	Grande-Bretagne .....	94,1
Pays-Bas .....	188,5		

Quant à la croissance des coûts de main-d'œuvre, les statistiques publiées par la C.E.E. pour 1972 font apparaître que, de 1966 à 1972, le coût des salaires bien plus bas en France y a aussi nettement moins augmenté qu'en R.F.A.

D'ailleurs, les faibles salaires entraînent un freinage du progrès technique. Or le niveau, l'ampleur et les modalités du progrès de la productivité constituent — en liaison avec les conditions monétaires et financières — un élément important des conditions différentielles de l'inflation tendant à relever les taux de profit. Bien plus, avec la crise du C.M.E., ce sont de plus en plus les coûts excessifs en moyens de production qui pèsent sur le progrès de la productivité. Et les économies possibles en moyens de production sont de plus en plus liées à l'élévation de la qualification et donc de l'ensemble des salaires (comme le montre l'exemple de la généralisation des commandes électroniques des machines à commandes numériques, d'après les travaux récents américains ou ouest-allemands sur l'automatisation).

**Politique dite de « maîtrise des revenus »  
et efforts diversifiés de contrainte  
sur les salaires et les revenus populaires**

● **Aperçu des étapes de la politique des revenus en France.**

Dès 1962-1964, la politique dite des revenus est mise progressivement au premier rang de l'actualité sociale, avec le IV<sup>e</sup> Plan (1962-1965). Elle vise à répondre aux tensions qui pèsent sur la rentabilité, par la pression sur les salaires et l'augmentation du taux d'exploitation, en même temps que joue la réponse fondamentale à ces tensions par l'élévation plus rapide de la composition organique des capitaux. Cette politique va se développer avec la « programmation en valeur » du V<sup>e</sup> Plan (1966-1970).

Les modalités classiques de cette politique sont mises en place, en particulier :

— normes de pression sur la croissance du salaire réel, pour favoriser le « taux d'autofinancement des investissements », inscrites dans le plan ;

— fixation de « *masses salariales* », pour opposer la répartition de ces masses entre les diverses catégories de travailleurs par la « négociation » à leur augmentation ;

— évocation des contraintes de l'inflation, de la croissance, de la concurrence internationale, avec appel à l'arbitrage de spécialistes officiels et de « sages ».

Cependant, si les syndicats de travailleurs s'opposent à cette police des salaires, les syndicats patronaux voudraient une politique moins officielle pour mieux camoufler l'exploitation renforcée au bénéfice des profits et de l'accumulation monopoliste renforcée.

La conjonction des difficultés des débuts de l'inflation accélérée de 1967-1968 pesant sur la croissance du pouvoir d'achat des salariés (salaire, impôt, allocation), des autres difficultés des conditions de vie (sécurité sociale, cadre de vie) et de la poussée du chômage à la fin de 1967, entraîne les grandes grèves et les grandes revendications de 1968.

Aussi, le début de la crise du C.M.E. entraîne le passage à une politique de renforcement de l'exploitation, d'une part, plus camouflée, plus indirecte et en même temps, d'autre part, plus brutale, plus généralisée à toute la population travailleuse.

C'est déjà le cas avec le VI<sup>e</sup> Plan (1970-1975). Ce plan abandonne les normes officielles planifiées d'une politique concertée des revenus, tout en favorisant le développement d'une politique dite contractuelle des salaires entre les partenaires sociaux, en utilisant la force de pression du secteur public. Il accentue les faveurs aux investissements des grands groupes industriels, tout en faisant pression sur la fiscalité populaire et les prestations sociales. Il compte davantage sur le chômage, tout en mettant en avant des mesures sur le salaire minimum.

En liaison avec la crise de surproduction nationale et internationale due à la suraccumulation monopoliste, l'utilisation du chômage joue un rôle grandissant, surtout en 1975.

La nouvelle orientation de la politique des revenus, à la fois plus brutale et plus intégrationniste, est bien davantage orchestrée par le VII<sup>e</sup> Plan (1976-1980), en cours d'adoption ces mois-ci. La mise en avant de la nécessité de la « *maîtrise des revenus* » pour maîtriser, prétend-on, l'inflation, oppose davantage les salariés entre eux, ainsi que les différentes catégories populaires, sous prétexte de lutte contre les inégalités. Elle compte encore davantage sur le chômage et le sous-emploi, tout en le camouflant le plus possible.

● **Nouvelle politique dite de « maîtrise des revenus » et aggravation de la pression monopoliste d'Etat sur tous les salariés et tout le peuple.**

Nous nous contentons, ici, d'indiquer cinq orientations :

— **Chômage et sous-emploi.** Le recours à la pression des différents contingents de l'armée de réserve du travail jusqu'à l'enfer du paupérisme est considérablement amplifié, même s'il est en partie camouflé dans les chiffres avancés pour l'horizon 1980.

La pression sur le S.M.I.G. (salaire minimum interprofessionnel garanti) et, à partir de lui, surtout la grille des salaires, avait engendré des luttes nouvelles. D'où les efforts nouveaux du pouvoir pour opposer le salaire minimum dit de croissance (S.M.I.C.) aux autres. Désormais, la Commission du développement du VII<sup>e</sup> Plan évoque à côté du S.M.I.C., « *minimum de rémunération absolu des travailleurs à plein temps, « le régime de rémunération des personnels qui perçoivent des revenus inférieurs au S.M.I.C. pour de multiples raisons* ».

— **Prétendue lutte contre les inégalités et la pauvreté.** L'accent est mis fortement sur les « inégalités ». On vise à faire supporter des plaies qui vont s'élargissant et aussi à dévier le mécontentement social vers l'opposition entre les différentes catégories de travailleurs.

Il s'agit, d'une part, de l'opposition entre les salariés. L'accent est mis sur les très bas salaires et les salaires des travailleurs manuels, dont un certain relèvement est opposé à la stagnation des autres salaires ouvriers et non ouvriers.

La C.G.T. insiste sur la nécessité d'une progression, bien que moindre, des salaires des ingénieurs, techniciens et cadres, à l'opposé de leur stagnation comme « prix » d'une faible progression des très bas salaires. En outre, à l'opposé de l'accent mis sur une minorité de bas salaires, le représentant de la C.G.T. dans le « Comité revenu et transfert » du VII<sup>e</sup> Plan a indiqué que près de 70 % des salariés percevaient moins de 2.500 F mensuels et se situaient donc dans la zone considérée dans une note officielle comme zone de bas salaires.

La C.G.T. a souligné l'importance considérable des disparités de salaire à travail égal suivant les régions ou suivant le sexe.

Enfin, elle a indiqué que l'augmentation nominale relativement plus rapide du SMIC dans la dernière période a provoqué un écrasement de la hiérarchie de salaires située en bas de l'échelle, en particulier chez les ouvriers et les administratifs.

Il s'agit, d'autre part, de mesures concernant les familles les plus défavorisées. Elles tendent, à la fois, à faire pression sur les différents éléments du pouvoir d'achat de la majorité des familles de travailleurs (allocations, fiscalité) et à opposer la notion de famille pauvre à celle de travailleurs salariés.

L'accent est mis enfin dans ce contexte sur les mesures en faveur des « pauvres ». On retrouve ainsi, et sous prétexte de réformes, tous les éléments classiques de renforcement de l'exploitation capitaliste, analysée par Marx dans « *Le Capital* » :

après les multiples degrés de l'armée de réserve du travail, le prétendu « *fonds de salaires* » global incompressible, et les lois des pauvres.

Certes, comme l'a montré notre Parti, avec l'approfondissement de la crise, à la « misère moderne » des conditions inhumaines de vie et de travail, se superpose désormais la « misère tout court » avec le chômage, les saisies, les expulsions.

Mais l'orientation du pouvoir est de faire accepter les degrés les plus bas de la condition populaire (qu'il s'agisse des chômeurs ou des travailleurs manuels) et de faire pression à partir d'eux sur tous les autres et pas du tout de promouvoir la classe ouvrière. L'intention transparaît d'ailleurs dans l'ouvrage du conseiller économique spécial du Président de la République, Lionel Stoleru, intitulé « *Vaincre la pauvreté dans les pays riches* » (Paris, 1974). Ainsi l'exergue du premier chapitre est une citation du « *Songe* » de Strindberg, qui est spécialement indiquée dans cette conférence : « *Le dernier cercle de l'enfer doit avoir vue sur le paradis* ».

— **Pression monopoliste accrue sur l'ensemble des revenus et des conditions de vie populaires.** Au nom de la lutte contre les inégalités comme au nom de la promotion de la concurrence pour lutter contre l'inflation, les revenus des petites entreprises sont désormais particulièrement visés. L'ensemble des éléments des revenus populaires sont attaqués qu'il s'agisse de l'épargne liquide (au nom de la faveur à l'investissement à long terme), des prestations sociales et de la fiscalité. La prétendue lutte contre les profits inflationnistes excessifs si évidents en 1974 a accouché d'un projet de taxe conjoncturelle, de plus en plus transformé dans le sens d'une taxe sur les salaires et encore inappliqué d'ailleurs aujourd'hui, bien que brandie comme menace vis-à-vis des P.M.E. Le contrôle des prix serait désormais limité à celles-ci, sous prétexte qu'elles se situent dans le secteur abrité de la concurrence internationale.

Et la taxe récente sur les plus-values des ventes de biens vise à toucher la masse des petits possédants tout en exemptant le capital et les grands groupes. Si la pression fiscale doit encore augmenter, les limitations sont aggravées pour les éléments sociaux du budget de l'Etat et pour la sécurité sociale. Inversement, tandis que les commandes publiques à prix élevés aux monopoles sont amplifiées, il est prévu le relèvement de la « *part de l'épargne des sociétés dans le partage de la valeur ajoutée* ». Mais les mesures en faveur de l'autofinancement visent à permettre la poursuite de l'utilisation outrancière du crédit par les grosses entreprises.

— **Autoritarisme accru de la politique contractuelle et information économique manipulée.** Le rôle d'exemple du secteur public dans les négociations salariales et la politique contrac-

tuelle doit être accentué, avec la participation des syndicats dits non réfractaires ou responsables. L'indice officiel des prix à la consommation minimise fortement la hausse du coût de la vie (par les pondérations admises minimisant considérablement le rôle du logement par exemple ou par la prise en compte de l'effet dit « qualité » pour annuler certaines hausses).

L'étude des conditions de productivité, malgré les progrès statistiques concernant la détérioration du rapport produit-capital, déforme considérablement les mouvements réels par les calculs dits de productivité globale des facteurs minimisant les gâchis capitalistes.

Et, surtout, les perspectives de hausse de prix ou de chômage sont systématiquement minorées tout en servant de référence aux normes de négociations.

Cependant, un rôle considérablement accru est recherché pour l'information économique manipulée par le grand patronat et le pouvoir, notamment sur les perspectives de l'économie, afin de faire pression sur les négociations salariales. On prétend mettre l'accent de façon réaliste sur les hausses en termes réels, en camouflant les pertes réelles (sur le pouvoir d'achat comme sur l'épargne populaires) et en cachant le rôle crucial des mouvements en prix nominaux dans la balance des forces et les résultats finaux.

On s'efforce d'accroître l'autoritarisme dans les négociations de la politique contractuelle et la lutte contre les libertés des travailleurs, en prônant notamment l'exemple de la R.F.A.

— **Pression européenne des politiques conjoncturelles et des politiques salariales dites socialement responsables.** L'argument européen est plus massivement utilisé. Il s'agit de l'invocation de la concurrence et des disciplines européennes ainsi que des pressions sur les politiques conjoncturelles (notamment monétaires).

Il s'agit aussi de la propagande des politiques salariales dites « *socialement responsables* », dont une brochure de l'O.C.D.E. parue en 1975 et consacrée à l'inflation et aux politiques salariales en Suède, aux Pays-Bas, en R.F.A. et dans le Royaume-Uni constitue un témoignage. Mais malgré l'opposition faite entre la centralisation allemande dont on fait l'éloge et la décentralisation britannique des négociations, les résultats si différents concernant l'inflation de deux pays à la collaboration de classe et aux liaisons syndicats-gouvernement si marqués montrent que l'esprit dit socialement responsable ne permet pas de rendre compte des conditions de l'inflation.

## CONCLUSION

En conclusion seulement quelques mots sur la politique que nous proposons en France.

● **La lutte contre l'inflation accélérée doit mettre en cause le gâchis monopoliste de l'accumulation et du profit, comme l'ensemble de la lutte contre la crise du C.M.E.**

La politique actuelle renforce au contraire ce gâchis, tout en s'en prenant à certains investissements sociaux et à ceux des P.M.E.

L'action directe concernant les différents éléments de la politique étatique (monétaire, budgétaire, etc.) et la réclamation du contrôle démocratique du crédit, des mouvements monétaires, des financements publics et para-publics, de la formation des prix des grandes entreprises, doit conforter cette action à la racine de l'inflation.

Les actions contre la spéculation monétaire, liées à celle contre la domination des sociétés multinationales, devraient pouvoir converger avec celles menées dans les autres pays d'Europe capitaliste.

● **L'action pour le relèvement des revenus et du pouvoir d'achat des travailleurs, si elle doit réclamer une croissance plus rapide pour les bas revenus, ne doit pas le faire au détriment d'une croissance soutenue nécessaire des autres revenus des travailleurs.** L'action contre la politique d'austérité, le relèvement de la consommation de tous les travailleurs par les revenus et par les consommations collectives permet de relever la demande pour lutter contre la surproduction, le chômage, et la diminution corrélative de la production du revenu national, dans les conditions nouvelles de tendance au freinage de l'activité et de chômage persistant en dépit des « reprises » conjoncturelles précaires.

Cela permet aussi, comme jamais dans les conditions actuelles, une croissance rapide de la productivité du travail avec la promotion des capacités humaines et des économies massives des moyens de production *relativement* au produit qui résulte de leur mise en œuvre.

La garantie, notamment par les clauses d'échelles mobiles, et les relèvements nécessaires de la consommation individuelle et collective doivent aller de pair avec la lutte contre les gâchis des profits et de l'accumulation des grands groupes capitalistes, afin d'agir à la racine contre l'inflation accélérée, pour un essor d'un type nouveau de la productivité et de la production.

• **La mise en cause cohérente de la domination de la société par le profit et l'accumulation monopoliste nécessite, selon nous en France, des réformes de structure antimonopoliste, des réformes démocratiques, économique et politique, très profondes.**

Cependant, nous distinguons dans cette action concernant l'inflation et les revenus, comme pour les autres aspects de la crise du C.M.E. :

- les mesures de politique immédiate,
- le programme de transformation démocratique profonde,
- l'édification du socialisme correspondant à nos conditions originales.

Les mesures de politique immédiate, tout en étant proposées dans le cadre de la domination monopoliste d'État, doivent nécessairement déjà mettre en cause le gâchis des profits et de l'accumulation monopolistes ainsi que leur financement pour lutter contre les effets de la crise.

Dans les conditions de la France, le Programme commun de la gauche de transformation démocratique très profonde, par la nationalisation antimonopoliste et la démocratisation de l'État, doit permettre de commencer à sortir de la crise.

C'est la marche au socialisme comme progression sur toute la ligne de la démocratie, sur le terrain politique comme sur le terrain économique, qui permettra à la France de sortir définitivement de la crise du capitalisme.

La gravité de la crise du système monétaire et de l'inflation accélérée actuelle, comme les efforts sans précédent de régulation autoritaire des revenus de tous les travailleurs, montrent avec les autres manifestations de la crise du système, que le changement de société constitue bien la perspective des luttes de classe et de masse démocratiques dans notre pays.